



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, lire en ligne ou [téléchargez une version PDF](#)

19 juillet 2017



Présenté le jour de l'ouverture du Forum politique de haut niveau aux Nations Unies, à New York, [ce nouveau rapport mondial](#) révèle que la privatisation et l'emprise exercée par les entreprises empêchent le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de progresser correctement. « Dans le cadre de l'Agenda 2030, les gouvernements se sont engagés à redynamiser le Partenariat mondial entre les États et ont déclaré que les finances publiques avaient un rôle primordial à jouer pour atteindre les Objectifs de développement durable. Or, au cours des dernières décennies, la **combinaison de plusieurs facteurs, à savoir l'idéologie néolibérale, les politiques budgétaires régressives, l'évasion et la fraude fiscale, a généré un affaiblissement considérable du secteur public** et de sa capacité à offrir des biens et des services essentiels. Ce sont les mêmes stratégies d'entreprises et les mêmes politiques budgétaires et réglementaires à l'origine de cette fragilisation du secteur public **qui ont favorisé l'accumulation sans précédent de la richesse individuelle et la concentration de plus en plus forte du marché.**

Les partisans de la privatisation et des partenariats public-privé (PPP) invoquent ces tendances pour affirmer que le secteur privé est le système le plus efficace pour offrir les moyens nécessaires à la mise en œuvre des ODD. Toutefois, de nombreuses études et les expériences vécues par les populations concernées ont montré que la privatisation et les PPP entraînaient des risques et des coûts disproportionnés pour les individus et les finances

publiques. Les PPP peuvent même exacerber les inégalités, limiter l'accès équitable aux services essentiels et compromettre la réalisation des droits humains.

C'est pourquoi il est grand temps de mettre fin à ces tendances, de reconquérir l'espace politique public et de prendre des mesures audacieuses pour renforcer les finances publiques, réglementer ou rejeter les PPP et réduire l'influence dominante des entreprises sur la vie des citoyens – en d'autres termes, placer le 'peuple au-dessus du profit'. Ce sont les conditions indispensables pour atteindre les ODD et concrétiser la transformation de notre monde, comme l'indique l'intitulé de l'Agenda 2030 ».

Un grand nombre d'organisations de la société civile et de syndicats soutiennent ce [document de 160 pages](#), qui repose sur les expériences et les rapports communiqués par des groupes et des coalitions nationaux et régionaux de toutes les parties du monde. Les 35 articles et les encadrés qui le composent couvrent tous les secteurs de l'Agenda 2030 et des ODD et reflètent la richesse de la diversité géographique et culturelle de leurs auteurs.



[À la reconquête des services publics – Comment villes et citoyens tournent la page de la privatisation](#) est un document essentiel pour quiconque s'intéresse à l'avenir des services démocratiques locaux tels que l'énergie, l'eau et la santé. Il s'agit d'un tour d'horizon approfondi des nouvelles initiatives en matière de propriété publique et des diverses approches de déprivatisation.

Royaume-Uni : À Londres, le terrible incendie qui a coûté la vie à [au moins 79 personnes](#) et fait des dizaines de blessés soulève de profondes interrogations sur la surveillance des logements sociaux par le gouvernement, sur la [privatisation de fonctions essentielles de sécurité](#), la [déréglementation](#), l'indifférence des autorités à l'égard des pauvres et des travailleurs qui vivent dans les quartiers populaires en cours de rénovation, [l'incapacité du gouvernement à surveiller les multiples prestataires](#) chargés des réparations et de la sécurité, [la politique de classes fondée sur l'austérité et la déréglementation](#), et [le stress des employés de la fonction publique qui travaillent dans des agences manquant de personnel et de financement](#). Parmi les problèmes soulevés figure [la privatisation des services d'inspection des bâtiments](#), un phénomène qui [existe également aux États-Unis](#). Au sujet de l'incendie de la tour Grenfell à Londres, Ben Bradford, expert en sécurité incendie et directeur du cabinet-conseil en matière de risque BB7, affirme que « la privatisation partielle du système d'inspection des bâtiments conduit parfois à un 'nivellement par le bas' dans la mesure où l'on cherche à réduire les frais au maximum et à limiter le nombre d'inspections de sécurité ». L'architecte Deon Lombard estime qu'il est essentiel « [de ne pas privatiser les services publics de sécurité](#). Il est inacceptable de donner une valeur monétaire à la vie humaine ».

Afrique & pays arabes

Afrique du Sud : Ann Crotty, chroniqueuse à *Business Day*, écrit que « la propriété publique est peut-être encore le meilleur système ». La question est [d'améliorer l'efficacité des entreprises publiques](#). « Et se pose également la question des **soi-disant bienfaits de la privatisation**. Non seulement la privatisation réduit la capacité du gouvernement à influencer l'économie mais en plus ces bienfaits ont tendance à profiter à très peu de personnes. Telkom a l'air solide aujourd'hui, mais l'entreprise est passée par une période difficile, qui a commencé par un programme douteux de « Black Economic Empowerment » ou BEE (censé favoriser le développement économique des Noirs) qui a permis à quelques individus de s'enrichir considérablement. Iscor, dont la privatisation a débuté dans les années 1990, a particulièrement bénéficié à la famille Mittal. **Une étude récemment réalisée par l'université de Greenwich, au Royaume-Uni, laisse entendre que les avantages de la privatisation ne profitent pas forcément aux bonnes personnes**. L'étude révèle qu'en Angleterre, les consommateurs déboursent l'équivalent d'environ 152.000 EUR de plus par an pour payer le système d'eau et d'égout privatisé que si ce service était resté dans le secteur public. Les neuf compagnies régionales d'eau et d'égout n'ont pas investi d'importants nouveaux fonds propres mais elles ont converti presque tous leurs bénéfices après impôts en dividendes. La dette a été accumulée pour financer les infrastructures. Il n'est guère facile d'ignorer les enseignements à tirer ».

Ghana : Tandis que le Ghana [poursuit son projet de privatiser l'entreprise publique d'électricité](#), la Banque mondiale continue de faire pression en faveur du financement privé de l'énergie sur l'ensemble du continent en publiant un rapport intitulé « [Linking Up: Public-Private Partnerships in Power Transmission in Africa](#) » (Établir des liens : partenariats public-privé dans le secteur de l'électricité en Afrique). Cependant, **le Sénat du Nigeria, ayant récemment constaté l'échec de la privatisation de l'électricité dans le pays**, a demandé un réexamen du processus. « Pour sa part, le Vice-président de la Commission du Sénat sur l'électricité, Mustapha Burkar, (APC, État de Katsina) a sollicité l'état d'urgence dans le secteur de l'électricité parce que toutes les mesures qui avaient été prises ne fonctionnaient pas. Il a fait remarquer que les entreprises de distribution d'électricité se situaient au niveau le plus faible de la chaîne de valeur, ajoutant que [le modèle adopté pour la privatisation avait échoué](#) ».

Namibie : Job Muniaro, le **Secrétaire général du syndicat des travailleurs namibiens *National Union of Namibian Workers (NUNW)***, a invité les membres de la fédération à « [condamner et rejeter tout projet de privatisation de la compagnie nationale de transport ferroviaire TransNamib](#) ». Muniaro « a déclaré que la privatisation de TransNamib, comme certains le suggéraient, plongerait le pays dans une crise économique plus grave et aurait un effet négatif sur les travailleurs. (...) Muniaro signale que certains dirigeants cherchent à faire porter aux travailleurs le fardeau du chômage, de la pauvreté, des licenciements, de la privatisation et de la commercialisation des entreprises publiques telles que TransNamib, Air Namibia et RCC ».

Nigeria : Une vingtaine d'organisations de lutte contre la corruption, dont **Nigerians Unite Against Corruption**, menacent de poursuivre en justice le gouvernement au sujet du projet d'investissement de 15 milliards USD pour réparer, étendre et gérer la raffinerie de Port Harcourt [alors que la transaction menée par le géant pétrolier italien ENI et sa filiale nigériane Agip Oil Company n'a fait l'objet d'aucun appel d'offres](#). **Ce projet fait partie du programme de privatisation des infrastructures énergétiques mis en place par le gouvernement**.

Nigeria : ActionAid, l'organisation internationale d'aide au développement, [indique que la privatisation du secteur nigérian de l'électricité a échoué et que le gouvernement fédéral devrait la réexaminer](#) afin que le pays puisse évoluer dans le secteur de l'électricité. Lors d'une conférence de presse sur l'état de la nation, suite à la 9^{ème} assemblée générale annuelle de l'agence à Abuja, « **la Directrice d'ActionAid au Nigeria, Mme Ojobo Atuluku**, a qualifié la privatisation d'acte injuste du gouvernement fédéral pour les Nigériens. Elle a ajouté que, compte tenu de l'importance de l'électricité pour la croissance de l'industrie et pour le soutien et la survie des PME, le gouvernement devait assumer sa responsabilité de veiller au bon fonctionnement du secteur indispensable de l'énergie ».

Rwanda : Aimé Muzora, le directeur de la planification du ministère des Infrastructures, [annonce](#) que **la politique du gouvernement vise à privatiser les réseaux d'eau ruraux** et à en confier la gestion à des opérateurs privés », précisant qu'il est « nécessaire d'établir d'autres partenariats ».

Tunisie : La même entreprise que celle qui est impliquée dans la crise du « **partenariat public-privé** » pour la route Interstate 69 dans l'Indiana, [aurait interrompu un important projet de construction de route en Tunisie](#). « La Tunisie n'est pas le premier pays à devoir renoncer à un contrat passé avec Isolux Corsan ces derniers mois. **La Bolivie a annulé les garanties contractuelles d'un projet de plus de 150 millions USD le mois dernier parce qu'une filiale de l'entreprise n'avait pas respecté les délais**. Au cours des mois passés, les autorités de Bloomington ont fait part de leur inquiétude quant à l'avenir d'Isolux Corsan. L'État de l'Indiana a fait appel à cette entreprise pour construire et entretenir un tronçon d'une trentaine de kilomètres de l'Interstate 69 entre Bloomington et Martinsville pendant 35 ans. Pour l'instant, les autorités municipales affirment que les sous-traitants continuent de travailler sur le projet de route, qui a pris du retard ».

Asie-Pacifique

Australie : Le Secrétaire sous-régional de l'Internationale des services publics, Michael Whaites, déclare que les habitants de Shellharbour [sont en droit de rejeter la privatisation partielle de leur hôpital](#). « L'hôpital de Port Macquarie en Nouvelle-Galles du Sud, l'hôpital de La Trobe dans l'État de Victoria et l'hôpital Modbury en Australie-Méridionale font partie de la litanie des échecs, puisqu'ils doivent tous être finalement rachetés par les gouvernements des États. 'Ce n'est pas parce qu'un établissement est privé qu'il est forcément plus efficace... Sept hôpitaux du pays ont participé à des partenariats public-privé qui n'ont pas fonctionné, souligne M. Whaites. Quand Port Macquarie était géré par un opérateur privé, le temps d'attente des opérations non urgentes était deux fois plus long que la moyenne de l'État et coûtait 20% de plus'. À La Trobe, l'entreprise a enregistré 6,2 millions USD de pertes et les autorités de l'État ont dû la reprendre... À Modbury les pertes se sont élevées à 2 millions USD ».

Australie : Le syndicat de la fonction publique *Public Service Association* [célèbre la victoire qu'il a remportée en maintenant dans le secteur public le système pénitentiaire de Nouvelle-Galles du Sud](#). « 'Le fait qu'un gouvernement qui s'acharne à tout privatiser ait décidé de ne pas vendre la prison John Morony est une grande victoire pour la sécurité publique de Nouvelle-Galles du Sud », a déclaré le Secrétaire général de la PSA, Stewart Little. **D'après la PSA, la privatisation va de pair avec un manque de transparence et crée un terrain favorable à la radicalisation et aux violences**. 'Le système pénitentiaire public de Nouvelle-Galles du Sud dispose des meilleurs agents du monde qui réussissent, et c'est tout à leur honneur, à gérer un système totalement surpeuplé, qui comprend 13.000 détenus dans des locaux destinés à en accueillir 10.000' ». Depuis longtemps déléguée de la PSA, [Nicole Jess a été élue Présidente du syndicat des personnels pénitentiaires Prison Officers Vocational Branch \(POVB\)](#), ce qui fait d'elle **la première femme à la tête d'un syndicat des personnels de prison d'Australasie**.

Australie : Ancienne enseignante, Fiona Phillips est l'auteure d'un [éditorial](#) appelant le gouvernement fédéral à garantir le financement des centres de formation professionnelle TAFE (Technical And Further Education) **et à mettre un terme à leur « programme de privatisation »**. Phillips, candidate du parti travailliste pour Gilmore, écrit : « Je suis absolument ravie que le mouvement travailliste de Shorten se soit déjà engagé à garantir que les deux tiers du financement destiné à la formation professionnelle seraient consacrés aux centres publics TAFE. Le gouvernement libéral doit de son côté assurer le financement public des TAFE et mettre fin à leur programme de privatisation. **Nous en sommes déjà au point où, à l'échelle nationale, les TAFE sont pratiquement minoritaires (50,3%)**. Au niveau national, plus de 10.000 enseignants

des TAFE ont perdu leur emploi, en grande partie dans nos zones locales. Il faut que cela change. Le système TAFE fonctionne bien et ce serait dommage de le voir disparaître ».

Australie : [Des manifestants craignent la mise en place d'un système privatisé de cartes bancaires pour les prestations sociales](#). « Kathryn Wilkes a organisé la manifestation en postant le message 'No Cashless Welfare Debit Card for Hinkler' (pas de carte pour les prestations sociales à Hinkler) sur Facebook, qui a recueilli plus de 1000 'j'aime' en trois semaines. Mme Wilkes et d'autres opposants à ce type de carte **craignent qu'elle ne porte préjudice à de nombreux habitants de Bundaberg bénéficiaires des aides sociales en versant directement des prestations** telles que les suppléments et les avantages fiscaux pour les familles, comme ce fut le cas pour les essais de carte réalisés à Ceduna, Kununurra et Wyndham ».

Australie : La Banque mondiale et le Réseau international de la concurrence (RIC) ont décerné un prix à la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) pour son travail sur [les privatisations qui portent atteinte à la société](#). (p. 4) « L'ACCC a remporté ce prix pour son travail de sensibilisation et de promotion des mesures encourageant la concurrence [lorsque les gouvernements privatisent des biens publics](#). D'après l'ACCC, quand les gouvernements privatisent des actifs liés à des infrastructures, ils ne devraient pas limiter la concurrence future à ces actifs et, en outre, les monopoles relatifs à ces infrastructures doivent être réglementés au préalable ».

Nouvelle-Zélande : [Le gouvernement propose de passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans](#). Ce changement « devrait être progressivement instauré entre 2037 et 2040, mais pourrait aisément être avancé face à l'aggravation de la crise économique actuelle. La modification sera introduite dans la législation en 2018, suite aux élections nationales qui auront lieu en septembre. (...) Il s'agit d'une escalade des mesures d'austérité mises en œuvre au cours de la décennie passée. Comme en Europe, aux États-Unis et en Australie, c'est la catégorie des travailleurs qui devra en supporter toute la charge. Le gouvernement a supprimé des milliers d'emplois dans le secteur public, augmenté la taxe régressive sur les produits et services, **privatisé des entreprises, privé de financement les secteurs de la santé et de l'éducation** et exclu des milliers de personnes vulnérables des prestations sociales ».

Nouvelle-Zélande : Tandis que la rumeur va bon train autour de **l'intention du gouvernement de privatiser le port d'Auckland**, [Mike Lee, conseiller et ancien Président de l'Autorité régionale d'Auckland](#), évoque l'histoire de la dernière tentative de privatisation et rappelle le succès de l'internalisation du port. « La compagnie portuaire **est le principal actif stratégique d'Auckland**. Propriété de la population d'Auckland, le port a été construit et confié à nos soins par les générations précédentes d'habitants d'Auckland. **Il verse au Conseil un dividende de 40-50 millions USD par an**. Malheureusement, le refus ambigu du maire, Phil Goff, de mentionner ce qui a été discuté lors d'une réunion secrète tenue la semaine précédente avec le Président et Directeur général de la compagnie portuaire (dont le contenu a été divulgué aux médias) a contribué à alimenter la rumeur. Et les propos formulés à plusieurs reprises par Goff au sujet de la vente du port n'ont fait qu'ajouter à la confusion ».

Nouvelle-Zélande : Tina Smith, conférencière en soins infirmiers à l'université UCOL, à Palmerston North, et **membre du Conseil national du syndicat de l'enseignement supérieur**, met en garde contre [la privatisation qui gagne le secteur de l'enseignement supérieur](#). « Un amendement à la loi sur l'éducation, soutenu par le gouvernement, risque d'avoir une incidence négative sur un des principaux secteurs de Palmerston North, selon Smith. 'De 2011 à 2012, le gouvernement a instauré un financement contestable pour les cours de niveau 1, 2 et 3, et **les filières techniques ont dû entrer en concurrence avec les établissements de formation privés (PTE), qui ont été mis en place à l'aide des fonds des contribuables**'. Smith affirme que les cours des niveaux inférieurs ont été supprimés à UCOL, comme dans la plupart des autres établissements d'enseignement technique néozélandais, et que Palmerston North a complètement perdu ces cours au profit des prestataires basés à Auckland. (...) D'après Smith, le projet d'amendement du secteur de l'éducation (enseignement supérieur et autres domaines) déposé au Parlement **s'apparente à la privatisation du secteur de l'enseignement supérieur**. La législation prévoit que les PTE deviennent des établissements de formation indépendants et qu'ils bénéficient des mêmes droits que les établissements financés par l'argent des contribuables. **Les multinationales vont intervenir et s'emparer des bénéfices, sans satisfaire nos besoins de formation**' ».

Thaïlande : Teera Phutrakul, de l'Institut des directeurs, préconise la « [complète privatisation](#) » des entreprises publiques. Mais **Alexandre de Juniac, le Directeur général du syndicat du transport aérien International Air Transport**

Association (IATA), signale qu'en dépit des importants obstacles que rencontre l'aéroport Suvarnabhumi, à Bangkok, « [la privatisation des aéroports et des infrastructures de l'aviation n'a pas tenu ses promesses, dans certains pays](#), les coûts étant encore très élevés pour les passagers et pour l'économie. (...) '**De nombreux gouvernements, à court de liquidités, voient dans la privatisation la solution au financement des infrastructures. Ils devraient faire attention.** Le concessionnaire gagne de l'argent. Le gouvernement prend sa commission. Les compagnies aériennes paient la facture – généralement importante. Et les passagers et l'économie locale subissent les conséquences des prix élevés ».

Vietnam : Nguyễn Thành Phong, le président du Comité du peuple, fait savoir que [Ho Chi Minh Ville va renforcer son soutien aux « partenariats public-privé »](#). Un responsable de l'entreprise publique de finance et d'investissement d'Ho Chi Minh Ville annonce que les « procédures administratives sont toujours fastidieuses et qu'elles demandent beaucoup de temps alors que la plupart des projets de PPP sont énormes et doivent commencer rapidement ». Il se plaint par ailleurs du « manque de terrains pour payer les promoteurs des projets de construction-transfert, ce qui signifie qu'il est difficile d'entreprendre ce type de projets ». Les dirigeants d'Ho Chi Minh Ville plaident également en faveur d'une [meilleure gestion des terrains publics](#).

Amériques

Bahamas : Le gouvernement du Premier ministre Minnis annonce [qu'il va privatiser le service Produce Exchange](#), destiné à aider les agriculteurs à commercialiser leurs produits, dans le cadre de son action pour renforcer les liens entre l'agriculture et le tourisme. « **Nous allons mettre en place des incitations fiscales et des allègements d'impôts** pour encourager les agriculteurs des Bahamas et les coopératives agricoles du pays à promouvoir une production soutenue et des initiatives pour le conditionnement de leurs produits et à garantir l'approvisionnement continu de produits de qualité ».

Bolivie-Chili : Un litige susceptible de nuire au commerce international a éclaté entre les deux pays au sujet de [la privatisation des ports d'Arica et d'Antofagasta](#) et a « provoqué la perte de la 'souveraineté commerciale' dont dispose la Bolivie au titre de l'évolution du droit moderne international ».

Brésil : La **Confédération des employés municipaux des Amériques (Contram-ISP)** [condamne la répression exercée par le gouvernement de Temer](#) lors de la manifestation du 24 mai à Brasilia à l'initiative des centrales syndicales brésiliennes et des mouvements sociaux du pays. Selon la **Présidente de la Contram-ISP, Paula Leite**, « le succès de la grève générale du 28 avril et l'occupation de Brasilia le 24 mai ont indiscutablement fait preuve de notre capacité à nous battre. Malgré la répression, nous continuerons à lutter. Nous appelons le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux à dénoncer les abus actuellement commis et à se joindre à notre combat pour la démocratie et les élections directes, et contre la suppression des droits ».

Canada : L'organisme de défense des services de santé **Ontario Health Coalition** a publié [un rapport sur les cliniques de soins privées](#) et la menace qu'elles représentent pour le système public canadien Medicare. « Le rapport demande aux autorités fédérales et provinciales de réaffirmer leur engagement à l'égard de la loi canadienne sur la santé, de **mettre fin aux frais de santé illégaux qui pèsent sur les patients et d'imposer des sanctions aux provinces qui ne protègent pas leurs habitants**. Le rapport appelle par ailleurs les autorités provinciales à **cesser la privatisation des services publics hospitaliers à but non lucratif**, à augmenter la capacité des hôpitaux et à accroître les financements consacrés à la santé. Le rapport indique en outre que **les gouvernements, à tous les niveaux, doivent protéger la santé publique contre les accords de commerce internationaux en renforçant l'ensemble des services de santé. Les établissements privés à but lucratif créent actuellement un deuxième niveau au sein du système public de santé au Canada**, d'après le représentant d'un organisme de surveillance du secteur de la santé de la province. 'Et, très souvent, ce qu'ils font est illégal', affirme Peter Boyle, bénévole à l'Ontario Health Coalition ».

Warren (Smokey) Thomas, le **Président du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO/OPSEU)**, déclare que « ces cliniques privées ne devraient pas profiter des malades et des personnes âgées. C'est scandaleux et contraire à l'éthique, et c'est pourquoi [nous continuerons de lutter contre la privatisation sous toutes ses formes](#) ». [\[Rapport\]](#)

Canada : La section de **We Own It** dans l'Ontario – le mouvement international de lutte contre la privatisation qui a vu le jour au Royaume-Uni et qui est particulièrement actif en Australie – [s'organise pour empêcher la province canadienne de privatiser les services et les actifs publics](#). « Notre campagne vise à informer le grand public sur ce qui se passe dans la province et à empêcher que davantage d'actifs publics soient vendus », explique la militante Andrea Gordon. « **Notre pétition est soutenue par près de 40.000 personnes** qui se sont associées à la campagne, et leur nombre ne cesse d'augmenter. La campagne se transforme en un véritable mouvement ».

Chili : La **privatisation du système de retraites du Chili** n'est pas étrangère au fait que [des citoyens latino-américains placent d'énormes sommes d'argent dans des paradis fiscaux](#). « Un total de 1500 milliards de dollars appartenant à des citoyens latino-américains est investi dans des paradis fiscaux, ce qui équivaut à presque 28% de la richesse de la région, d'après le Rapport sur la richesse mondiale de 2017 réalisé par le Boston Consulting Group (BCG) ».

États-Unis : Tandis que Donald Trump met en place **son plan pour les infrastructures fondé sur la privatisation**, ses opposants critiquent les efforts déployés par ses proches, avec à leur tête Gary Cohn, l'ancien Directeur général de Goldman Sachs, [pour s'inspirer du modèle australien de recyclage des actifs](#) et privilégier les « partenariats public-privé ».

Guatemala : Alfonso Yurrita retrace [l'évolution du néolibéralisme, des services publics et de la gestion de l'eau](#) au cours des décennies passées et conclut : « **C'est ainsi que nous en arrivons aujourd'hui à la privatisation des travaux réalisés par le gouvernement et à la corruptocratie**, en plus des phénomènes liés au changement climatique tels que les ouragans, les tornades et les tempêtes, qui sont à l'origine des températures élevées et d'une forte évaporation ».

Mexique : Interrogé par l'ISP, **Juan Ayala Ribero, le Président du syndicat des travailleurs du gouvernement de la ville de Mexico, SUTGCDMX**, [déclare que la lutte contre la privatisation s'inscrit dans les actions fructueuses en faveur d'une nouvelle constitution pour la capitale fédérale](#). « Nous voulons également inclure des **clauses d'exclusion de toute forme de privatisation des services publics**, qui se reconnaissent comme appartenant à tous les citoyens. Ainsi, **toute participation de capital privé ou toute privatisation via des alliances publiques-privées et tout accord commercial de type TISA ou TPP ont été exclus**. L'eau est un droit humain auquel on ne peut renoncer, non négociable, et la ville de Mexico doit garantir de l'eau pour tous ses habitants ». Ayala Ribero ajoute également : « **Nous nous intéressons beaucoup à la vague de privatisation des services essentiels qui a lieu dans de nombreux pays qui sont traditionnellement des exemples de défense et de promotion des services publics**, surtout en Europe ».

Mexique : [Des militants écologistes sont descendus dans les rues de Tijuana, en Basse-Californie](#), dans le cadre d'une campagne sur la propreté des mers du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ils dénonçaient également le retrait de Trump des accords de Paris sur le climat, qu'ils ont qualifié de « honte ». Les pancartes des manifestants affichaient notamment le message : « **Non à la privatisation de l'eau en Basse-Californie** ».

Mexique : Le prestigieux institut de recherche Colegio de la Frontera Norte organise une conférence sur les « [Stratégies de recrutement de migrants hautement qualifiés dans les pays de l'hémisphère nord](#) ». D'après Fernando Lozano Ascencio, chercheur au Centre de recherche régional pluridisciplinaire UNAM, si ce sont les entreprises qui prennent les décisions, « **nous assistons à un processus de privatisation de la migration** ».

Porto Rico : L'hôpital psychiatrique de Rio Piedras est en crise. **Ricky Díaz, délégué général de l'UGT au sein de l'administration des services de santé mentale et des addictions (ASSMCA)**, déplore d'autres problèmes que le nombre trop élevé de patients et les médicaments inadaptés. La Commission paritaire a notamment relevé l'incapacité de s'occuper de la salle des urgences, qui est gérée par un prestataire privé. « [Diaz a également attiré l'attention sur l'éventuelle privatisation du système par le biais de partenariats public-privé](#). 'Nous nous demandons comment ils seront mis en place et quelle incidence ils auront sur les employés', s'interroge-t-il ».

Uruguay : Un conflit du travail [au sujet de la privatisation de la couverture de santé pour les travailleurs syndiqués de l'entreprise pétrolière publique Ancap](#) porte préjudice aux réserves de combustibles. L'Uruguay importe 100% de ses combustibles fossiles et Ancap gère la seule raffinerie de pétrole du pays.

Europe

Espagne : La **Secrétaire générale de CCOO de Cordoue**, [Marina Borrego](#), et son homologue du secteur de la santé et du secteur sanitaire et social, José Damas, [ont rencontré les autorités de Cordoue pour partager les points de vue de leur organisation sur la santé dans la province](#). Les principales demandes du syndicat portent sur la nécessité de « renforcer et de rapprocher les services des citoyens, d'optimiser les ressources et **de lutter contre la privatisation de la santé** ».

Espagne : Le conseil municipal de Guadalajara **va augmenter le prix de l'eau de 15% pour pouvoir payer pratiquement trois millions d'euros à la compagnie Guadalagua**, qui gère les services d'eau depuis sa privatisation. « Dans le cadre de l'attribution du contrat, la consommation minimum de la ville a été fixée à six millions de mètres cubes par an et la compagnie a obtenu le droit de demander une compensation à la municipalité en cas de manque à gagner si la consommation réelle est inférieure à ce niveau. 'Jusqu'à présent, chaque année, nous sommes bien loin de ce chiffre', note le conseiller socialiste Victor Cabeza ». [Agence EFE-Castilla La Mancha, 7 juin 2017].

Italie : Dans son dernier rapport sur l'économie italienne, [le FMI incite fortement l'Italie à accélérer la privatisation des services publics et du secteur public](#). « Le FMI a annoncé que la mise en œuvre d'éléments essentiels, tels que l'amélioration de la gestion publique ou la **réglementation des services publics locaux**, avait pris du retard, et que d'autres aspects, notamment les projets visant à rendre les entreprises publiques plus efficaces, se trouvaient affaiblis. D'après le FMI, pour favoriser la croissance, il est indispensable d'avancer sur ces sujets et aussi d'améliorer l'ensemble des compétences au sein du secteur public, d'élargir la portée de la réforme des marchés publics, et de prendre des mesures à l'égard des privilèges et de l'emploi dans les entreprises publiques, **par le biais de la privatisation et de la réduction des subventions** ».

Royaume-Uni : **Margaret Locklan, agent de probation à la retraite**, fait part dans le *Newcastle Journal* de l'état déplorable du service de probation depuis sa privatisation partielle. « La plupart des entreprises de réinsertion au niveau local sont d'énormes sociétés internationales sans aucune expérience du système judiciaire, comme Sodexo, qui se révèle incapable de contrôler une des premières prisons privatisées, HMP Northumberland. Le service de probation, avant d'être privatisé, était le seul service public à avoir obtenu un prix d'excellence pour la qualité de son travail. Depuis la privatisation partielle, un nombre considérable d'employés de ce service ont perdu leur emploi et ont été remplacés, très souvent, par un personnel moins nombreux, non qualifié et inexpérimenté, avec un salaire plus faible et dans le cadre de contrats intérimaires de courte durée. Les bureaux ont été vendus et le service a été déplacé dans un bâtiment inadapté qu'il partage avec d'autres organisations, où l'espace de travail décloisonné n'offre pas de discrétion pour les entretiens ni de protection au personnel et au public ; les systèmes informatiques ont été changés et ne fonctionnent pas correctement. Les rapports du tribunal se font de plus en plus souvent à l'oral et ne contiennent plus les détails indispensables aux magistrats pour prononcer des peines appropriées. Il est plus difficile d'évaluer les violences familiales et les auteurs de ces violences sont souvent autorisés à retourner dans leur famille ». [*Newcastle Journal*, 14 juin 2017]

Royaume-Uni : [La municipalité de Bradford fait appel à l'entreprise privée 3GS pour faire appliquer les règlements municipaux](#) au sujet des « personnes qui jettent des débris dans la rue et même celles qui crachent par terre ». **Mais l'idée de privatiser ce service a suscité une vive préoccupation** chez certains, notamment à la Chambre de commerce du district local de Bradford. « Val Summerscales, la Secrétaire de la Chambre de commerce, a déclaré : 'Nous sommes bien entendu favorables à toute tentative d'améliorer l'état du centre-ville. Nous n'aimons pas voir de saletés dans les rues, nous n'aimons pas voir les gens cracher par terre et nous n'aimons pas les comportements antisociaux. **Mais il convient de se demander pourquoi on considère que les employés de la municipalité ne sont pas en mesure de gérer ce problème, et pourquoi on fait appel à une entreprise privée**'. Mme Summerscales a demandé si des responsables municipaux allaient perdre leur emploi. Elle a ajouté qu'il semblait essentiel, pour ne pas décourager les visiteurs de se rendre au centre-ville, que l'entreprise trouve un bon équilibre en ciblant les personnes habituées à jeter des ordures dans la rue au lieu de sanctionner celles qui le font par mégarde ; elle a précisé : '**Certes, nous voulons que les agents soient efficaces, mais nous ne voulons pas qu'ils en fassent trop et qu'ils distribuent des amendes qui ne sont pas strictement nécessaires, dans le seul but de financer l'organisation pour laquelle ils travaillent**' ».

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.